



HAL
open science

Intelligence économique des activités d'élevage pastoral en Méditerranée : veille stratégique, prospective territoriale et dispositifs de gouvernance

Jean-Paul Dubeuf, Thierry Linck

► To cite this version:

Jean-Paul Dubeuf, Thierry Linck. Intelligence économique des activités d'élevage pastoral en Méditerranée : veille stratégique, prospective territoriale et dispositifs de gouvernance. Veille Stratégique, Scientifique et Technologique VSST 2012, May 2012, Corte, France. 15 p. hal-02804911

HAL Id: hal-02804911

<https://hal.inrae.fr/hal-02804911>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTELLIGENCE ECONOMIQUE DES ACTIVITES D'ELEVAGE PASTORAL EN MEDITERRANEE : VEILLE STRATEGIQUE, PROSPECTIVE TERRITORIALE ET DISPOSITIFS DE GOUVERNANCE

Jean-Paul DUBEUF (*), Thierry LINCK (*),
dubeuf@corte.inra.fr, linck@corte.inra.fr,

(* INRA-LRDE, UR46, Campus Grossetti, 20250 CORTE, France

Mots clefs : Prospective territoriale, intelligence stratégique, pastoralisme durable, activités agricoles, innovation, représentations sociales gestion des connaissances.

Keywords: Territorial prospective, strategic intelligence, knowledge management, sustainable pastoralism, agro-food activities, social representations

Palabras claves : Enfoques prospectivos territoriales, inteligencia estratégica, pastoralismo sostenible, actividades agrícolas, representaciones sociales, gestión del conocimiento

Summary

Economic Intelligence for pastoral activities in the Mediterranean areas: strategic survey, territorial prospective and governance

Like in most all the Mediterranean Area, the pastoral animal production systems of Corsica, has faced both a decrease of their activities (decrease of the number of breeders, generally older, many farms without succession, few settling young breeders) and a renewed interest. Their products are well valorized and valued and these activities are in the heart of many environmental and territorial development issues. However, these activities have faced important changes (development of complementation, abandonment of transhumance and milking in rangelands, etc...). These changes that are continuing presently are not in favor of pastoral practices and the territorial rooting of dairy activities in rangelands. Important financial means and projects have been implemented to support these activities. The actions have generally followed logics and paradigms of modernization and Green Revolution. But they have not reached the expected results nor modified the present tendencies.

An identified difficulty is that pastoralism and animal production as activities are viewed with different representations: Pastoralism is seen more as an historical or cultural reference associated with environmental objectives and territorial development issues; but little to competitiveness and performance objectives as are the references to animal production. Animal production activities are seen as economic ones facing economic market global issues and engaged in an intensification process. Pastoralism is a reference in a contradictory way about the several aspects of identity and preservation of cultural and environmental heritage but not on technical practices.

Economic Intelligence and the organization of strategic surveys could answer the governance issues pastoralism is facing. This survey will be based on several sources of information (Web2.0, social networking, lexical textual analysis).

The conditions, modalities and tools to initiate such a survey are specified and discussed. Several collective initiatives are presented as examples of how could Economic Intelligence help to revitalize pastoralism.

Résumé

L'élevage pastoral en Corse comme dans la plupart des régions du Bassin méditerranéen connaît à la fois une déprise (diminution du nombre des exploitations, âge moyen avancé des éleveurs, diminution des reprises et installation des jeunes, etc.) et un regain d'intérêt. Ces produits sont bien valorisés et appréciés et l'activité est au cœur de nombreux enjeux environnementaux et de développement territorial. Il a cependant vécu des mutations importantes (développement de la complémentation, sédentarisation, abandon de la traite en estive, etc) qui se poursuivent actuellement et qui s'inscrivent à contre-sens des pratiques pastorales et de l'ancrage territorial des élevages. Des moyens financiers importants ont été mis en œuvre pour soutenir ces activités avec de nombreux plans et projets. Mais ces actions, qui restent généralement inscrites dans les logiques de modernisation propres à la révolution verte, n'ont pas toujours donné les résultats tangibles escomptés ni inversé les tendances.

Une difficulté identifiée est que pastoralisme et élevage font l'objet de représentations dissociées : le pastoralisme est plutôt une référence historique ou culturelle associée à des objectifs environnementaux et de développement territorial mais peu à des objectifs de compétitivité et de performance comme c'est le cas pour les représentations des activités d'élevage. L'élevage, activité économique soumise aux lois du marché et engagée dans un processus d'intensification est en même temps associée au pastoralisme et valorisée - de façon contradictoire - dans ses dimensions identitaires et de préservations des patrimoines environnementaux et culturels.

Le concept d'Intelligence économique et la constitution de dispositifs de veille stratégique doivent permettre de répondre aux enjeux de gouvernance et aux défis auxquels le pastoralisme est confronté. La veille s'appuiera sur différentes sources et méthodologies (Web2.0, réseaux sociaux, analyse textuelle,...). Les conditions, modalités et outils méthodologiques pour l'initier sont précisés et discutés.

Des initiatives collectives sont présentées comme éléments de mise en place d'une Intelligence économique qui permette une véritable relance du pastoralisme dans toutes ses différentes dimensions.

1. Introduction

Les défis économiques, sociaux, démographiques et environnementaux du 21^{ème} siècle impliquent des recompositions importantes d'un grand nombre de secteurs d'activité. Il est beaucoup question d'amélioration des performances et de la compétitivité.. Mais ces notions doivent être revisitées dans un cadre plus englobant (le troupeau, le système fourrager, le territoire pastoral) et dans des temporalités ouvertes (les cycles saisonniers et biologiques, les temporalités du renouvellement des troupeaux, de la gestion des risques et les fluctuations du marché). défis nécessiteront aussi des réflexions sur le sens même à donner à cette notion de compétitivité. Ils pourront conduire à des recompositions profondes de leur organisation avec l'incorporation d'un grand nombre d'innovations techniques et organisationnelles.

Le secteur de l'élevage a connu à travers le monde, une croissance exponentielle ces dernières années avec une explosion de la demande en viande et en lait sur tous les continents et en particulier dans les pays émergents. Il n'échappe pas aux défis évoqués ci-dessus. Si l'élevage a bénéficié depuis les années 1950 d'un grand nombre d'innovations qui ont permis une multiplication par 2 ou 3 de ses rendements, son développement s'est largement basé sur l'utilisation d'intrants chimiques (antibiotiques, engrais et pesticides pour la production d'aliments pour le bétail comme le soja) en général issus de ressources non renouvelables. Plusieurs rapports considèrent aujourd'hui les productions animales comme un des principaux responsables d'émission de gaz à effets de serre et mettent en avant sa responsabilité dans la dégradation de l'environnement [1][1]. Simultanément un grand nombre d'éleveurs comme d'agriculteurs ont été contraint par les effets de l'intensification, de l'exigence de réduction des coûts de production et de l'agrandissement des exploitations à abandonner leur activité ; ce qui a conduit à la disparition de nombreux systèmes de productions « traditionnels », basé sur un équilibre entre les productions animales et végétales, les premières fournissant aux secondes une part de l'énergie qu'elles utilisent et la matière organique nécessaire à la préservation de la fertilité des sols, les secondes nourrissant le bétail.

Les systèmes d'élevage pastoraux très largement présents autour de la Méditerranée et dans de nombreuses régions du monde arides ou semi-arides sont ancrés spatialement, à l'inverse des systèmes intensifs par rapport à un objectif d'autonomie fourragère (posé en lien avec une valorisation globale de la végétation spontanée), à leurs dispositifs de valorisation des produits et leurs arrangements fonciers. Leur ancrage temporel repose en partie sur le principe d'une adéquation des systèmes d'élevage aux rythmes biologiques de la végétation et des troupeaux ainsi qu'une exigence de prise en compte des aléas climatiques et marchands[1].[2] Longtemps considérés comme une rémanence du passé folklorique mais condamnés, ils sont aujourd'hui paradoxalement une source d'inspiration et un levier pour imaginer comment envisager une évolution du secteur de l'élevage qui répondent aux enjeux d'aujourd'hui ainsi que l'ancrage social de l'aliment : Leur ancrage territorial renvoie à la construction de l'espace social local notamment en matière de partage des droits d'accès à l'espace et de constructions d'apprentissages collectifs et leur ancrage social, aux attentes de la société globale et aux exigences qui découlent de l'ouverture du territoire et du développement des échanges marchands [2] [1].

Nous pensons que pour répondre concrètement aux défis comme les circonstances l'exigent, les activités d'élevage pastorales doivent mettre en œuvre un ensemble d'innovations techniques et organisationnelles qui permettent de répondre aux attentes de la société, s'inscrire dans le développement durable et donc acquérir une cohérence et une compétitivité avec des formes renouvelées.

L'objectif de cette communication est d'explorer si l'intelligence économique peut apporter des réponses et, le cas échéant, comment ces réponses prennent en compte les dimensions systémiques et la prise en compte de temporalités ouvertes qu'appelle la mise en œuvre d'un pastoralisme durable. Il s'agira alors d'envisager quels dispositifs d'intelligence économique mettre en place concernant le pastoralisme en s'intéressant particulièrement aux types d'activités spécifiques pour atteindre ces objectifs. Nous nous appuyons particulièrement sur l'analyse des initiatives prises en Corse à ce sujet et nous tenterons d'identifier les conditions de leur réussite.

2. Caractéristiques des activités d'élevage pastoral; système d'acteurs, représentations, patrimoine et patrimonialisation

2.1 Un double constat : des activités en recul mais des enjeux forts pour le développement territoriales des zones rurales

L'élevage en Corse est une activité multiséculaire qui a connu des mutations profondes depuis les années 1950. Comme dans les autres régions d'Europe mais probablement de manière plus rapide que dans le reste de la France, l'agriculture et l'élevage ont connu une baisse importante de leur importance relative. Ils représentent aujourd'hui moins de 3% des emplois en Corse, et contribuent pour moins de 5% de la valeur ajoutée brute directe ce qui sont des valeurs légèrement supérieures à l'ensemble des activités agricoles en France mais peu compensées par des activités industrielles. La déprise se poursuit avec une diminution constante du nombre des exploitations, une élévation de l'âge moyen des éleveurs, une chute des reprises et assez peu d'installations de jeunes. Simultanément, si on limite l'analyse à l'élevage ovin et caprin, les systèmes de production se sont profondément transformés avec un développement de l'apport en aliments complémentaires achetés pour sécuriser l'alimentation des animaux, augmenter leur productivité et améliorer les conditions de travail, la sédentarisation des troupeaux et l'abandon de la traite en estive perçue comme trop contraignante, des investissements importants pour mettre aux normes les conditions de collecte et de transformation du lait.

Pourtant les produits laitiers fromagers de Corse paraissent appréciés et bien valorisés et la demande de lait pour la transformation par des unités industrielles, artisanales ou fermières (transformation à la ferme) dépasse largement l'offre ce qui provoque des tensions à l'importation et des conflits au sein de la filière. De plus de nombreuses études ont montré que l'élevage pastoral laitier fromager en Corse avait un potentiel important en terme économique (développement et valorisation des produits locaux), social (création d'emplois dans les zones rurales ou de montagne de l'île), environnemental (préservation des zones de parcours et de leur biodiversité, maintien d'une ouverture des paysages) et culturels (en interaction avec les activités touristiques) et démographique (dépeuplement de l'intérieur de l'île). Malgré ces arguments, et la mise en place d'une inter-profession structurée et soutenue par les pouvoirs publics (Etat et Collectivité territoriale de Corse), les divers plans et projets pour inverser ces tendances sont loin d'avoir donné les résultats escomptés : les différents scénarios d'évolution envisagés ne prévoient pas d'inflexion significative des tendances actuelles [3][1].

2.2 Le pastoralisme et l'élevage, des activités dissociées avec des représentations différentes selon les différents acteurs

Une étude a été réalisée en 2011 [4][1], pour comprendre les logiques d'action et les stratégies des acteurs de l'élevage et des pouvoirs publics vis-à-vis des dynamiques de développement en cours. Elle a d'abord permis de formaliser le système d'acteurs concernés par l'activité et résumée dans la figure 1.

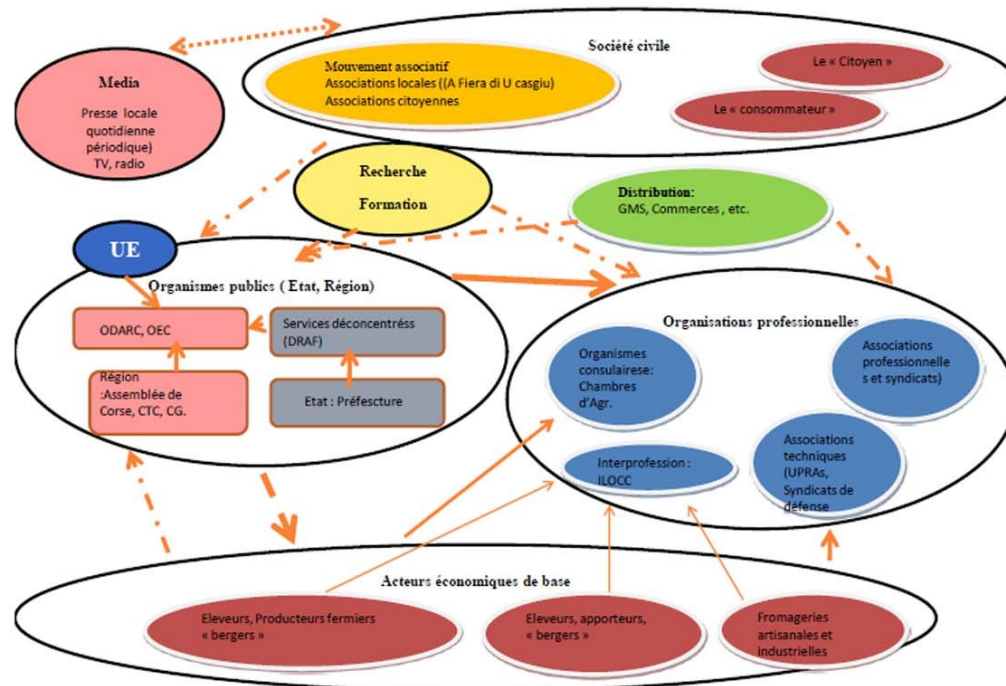


Figure 1 : représentation simplifiée du système d'acteurs des activités pastorales en Corse

Les discours des acteurs socio-professionnels et institutionnels de l'élevage et de la filière lait ont été analysés à partir d'un corpus de textes reprenant les principaux écrits produits durant les 4 dernières années. L'étude permet d'identifier quelles sont les représentations que se font les différents acteurs des activités d'élevage ovins et caprins :

- Nous confirmons d'abord que le pastoralisme en Corse demeure un ensemble d'activités auxquels tous les acteurs se réfèrent plus ou moins fortement quand ils parlent d'élevage ovin ou caprin ou de production fromagère

- Le premier ensemble de représentations est porté à la fois par les institutions publiques régionales et de l'Etat et par les organisations professionnelles. Elles voient d'abord l'élevage en tant qu'activité économique. Il est peu fait référence au pastoralisme, bien davantage à l'élevage qui est considéré dans ses dimensions techniques et économiques. Le paradigme sous-jacent est que le progrès technique, la réduction des coûts et l'amélioration des performances individuelles de l'animal entraîneraient mécaniquement une amélioration de la situation des éleveurs et le développement de leurs activités, sans plus de préoccupation pour la valorisation et la préservation des ressources écosystémiques et cognitives locales. Cette représentation s'appuie de la part des agents de ces organismes comme des techniciens des syndicats professionnels sur un corps de références implicites que l'on retrouve dans des indicateurs technico-économiques partagés et basés sur des critères de performances. Les perspectives annoncées s'inscrivent dans des logiques de rattrapage et l'appui technique a essentiellement pour objectif de permettre ce rattrapage. Il n'est pas question, en l'occurrence, de mise en œuvre d'innovations innovantes, originales ou encore adaptées aux spécificités de leur

environnement. Dans cette représentation, le contexte institutionnel et réglementaire national et européen, la globalisation de l'économie mondiale, sont d'abord considérés comme une réalité incontournable et subie.

- Le deuxième ensemble de représentations met l'accent sur la réalité du pastoralisme en tant qu'élément d'identité associée à la tradition. Le pastoralisme est évoqué par tous les acteurs mais le consensus apparent cache de vraies différences. Les organismes publics et professionnels de l'agriculture ne l'évoquent que comme une référence plutôt vague sans définition précise de ce qu'il recouvre ni lien réel avec leur action (en tant qu'outil de communication ou comme appui à une revendication militante pour les associations syndicales agricoles). Pour la presse, les associations citoyennes, les instances politiques, culturelles ou scientifiques, le pastoralisme est associé à des objectifs généraux de développement rural, de préservation de l'environnement (lutte contre le feu et l'embroussaillage des maquis) et de la biodiversité, ainsi que comme un fait culturel issu du passé. La référence au pastoralisme relève ici surtout d'une mise en scène marchande de systèmes d'élevage qui n'ont de pastoral que le nom.

- Enfin nous observons que les éleveurs et transformateurs mettent plus en avant des initiatives individuelles qui visent à améliorer leur revenu et leurs conditions de vie au sein de leur territoire en se dégageant de ces deux ensembles de représentation. Ceci tend à montrer une attitude générale plus ouverte à des innovations personnelles moins influencées par le poids des institutions et des grands modèles. Ces attitudes portent également témoignage d'un décalage vis-à-vis des postures évoquées précédemment : nous avons affaire ici à des acteurs qui ont une connaissance vécue et pragmatique du pastoralisme et des limites du modèle technique dominant.

Cette étude éclaire ainsi les moteurs des évolutions observées : celles-ci ont été largement conduites en reprenant les modèles intensifs de production et de transformation du lait de brebis et de chèvre, qui ont fait leur preuve dans d'autres régions. A l'inverse les savoir-faire et pratiques locales ont été d'abord dénigrées, niées puis oubliées en délaissant ainsi l'intérêt qu'elles présentent pour une insertion cohérente de l'élevage dans les territoires.

L'analyse des représentations confirme également à l'inverse que l'élevage ovin caprin en Corse peut être un moteur de développement territorial s'il s'appuie sur ses composantes pastorales. Le pastoralisme a une dimension patrimoniale forte et les savoirs techniques et relationnels et les savoir faire sont la clé de voûte du patrimoine immatériel qui englobe les valeurs sociales et les représentations collectives [1] [5]. Le patrimoine est alors posé comme une mémoire collective vivante et active, non figée dans un passé mythique mais au contraire en permanence sollicitée, réinterprétée, reconstruite dans sa capacité à se projeter dans l'avenir et à agir sur la nature et l'ordre social [5] [1].

Le développement territorial implique en effet une bonne articulation entre des groupes sociaux et des filières en mettant en place un processus d'appropriation collective en capacité de d'utiliser un ensemble d'informations complexe. Ce processus défini comme patrimonialisation, (cette notion étant posée comme mémoire construite et appropriée collectivement) doit constituer le fondement de toute démarche d'intelligence économique. Pour approfondir cette question, il est nécessaire de revenir aux concepts de base de l'Intelligence économique, s'interroger sur ces principes et envisager quels dispositifs seraient les mieux appropriés pour répondre aux défis et contraintes des activités pastorales.

3. Intelligence économique, veille stratégique et prospective territoriale, des dispositifs pour favoriser de nouvelles formes de gouvernance

3.1 Pourquoi développer des fonctions d'intelligence économique pour des enjeux de développement durable ?

L'Intelligence économique (IE) est souvent présentée comme une condition nécessaire pour assurer la compétitivité d'un secteur économique. Sa cible, c'est souvent le cadre limitatif des entreprises ou des *clusters* d'entreprises qui entretiennent un système relationnel leur permettant d'augmenter leur volume d'activité et assurer leur croissance.

L'intelligence économique (I.E.) est alors définie comme « la maîtrise et la protection de l'information pertinente pour tout acteur économique »[1] [7]. Elle regroupe l'ensemble des activités de production et d'échange de connaissance servant les buts économiques et stratégiques d'une organisation. Elle s'appuie sur un ensemble de sources ouvertes recueillies et produites dans un contexte légal (par opposition à l'espionnage industriel).

Les dispositifs d'Intelligence économique développent généralement les axes et fonctions suivants :

- La mise en place du dispositif multi-acteurs de distribution des capacités d'usage des informations et de régulation des conflits sur cet usage
- Une cellule de veille pour acquérir l'information pertinente,
- Le dispositif de mise en forme, de traitement et d'expertise des informations (analyse, cartographie, base de donnée, rapport de synthèse,...) en tant que support d'aide à la décision.
- L'organisation de la propagation contrôlée des éléments de connaissance produites par le dispositif d'Intelligence économique auprès des différents acteurs impliqués ou pour favoriser l'influence du secteur à l'extérieur (vis-à-vis de financeurs, de medias,...) ou des modes de comportement qui favorisent la stratégie choisie. C'est dans ce cadre les Observatoires, les Centres de Ressources ou les cellules de prospective se situent.

Mais l'IE, ne relève pas uniquement de la théorie de l'entreprise. Elle donne également une fonction centrale aux pouvoirs publics dans leurs fonctions d'incitation mais aussi en tant que garants de la cohésion sociale.

Elle a d'ailleurs été définie dans le cadre du rapport Carayon comme "une politique publique d'identification des secteurs et des technologies stratégiques, d'organisation de la convergence des intérêts entre la sphère publique et la sphère privée, une politique publique de compétitivité, de sécurité économique, d'influence, notamment auprès des organisations internationales, et de formation. Elle procède d'une grille de lecture originale de la mondialisation qui prend en compte le quotidien de la vie des marchés, le contournement de ces règles, les jeux de puissance et d'influence. [8] Il faut aussi évoquer les rapports entre économie et écosystème, entre les acteurs pour l'appropriation des ressources communes[1]. Et ce rôle de la puissance publique est particulièrement important pour les secteurs agricoles et de l'élevage qui sont des secteurs très administrés et étroitement inscrit dans l'ordre des rapports à la nature et au territoire.

L'IE doit avoir pour résultat une valorisation d'informations d'origine très diverse, régulièrement mises à jour par la conjonction d'une production de connaissances et leur diffusion, leur propagation pour renforcer leur influence et permettre leur appropriation, amis aussi d'une démarche suffisamment fine pour tenir compte des temporalités et de la complexité dans lesquels s'inscrivent les systèmes productifs.

Si on se donne pour objectif, un développement qui soit durable, il faut donc prendre en compte les interactions complexes et des équilibres entre les questions sociales, économiques et environnementales. Parmi les informations nécessaires, les différentes formes de savoirs doivent pouvoir s'articuler, les savoirs scientifiques bien sûr, mais aussi les savoirs politiques, réglementaires, les savoir-faire techniques des entreprises et des personnes qui y travaillent. A cette énumération, il faudrait inclure d'autres formes de savoirs moins faciles à identifier mais sur lesquels reposent pour une large part les représentations individuelles des acteurs, les savoirs profanes.

Les diagnostics experts, l'ingénierie technique, les savoirs sociaux politiques sont 3 formes de connaissance qui doivent entrer en relation, s'appuyer et rechercher les informations les plus fines pour alimenter cette production de connaissance. Le recul épistémologique et la réflexivité sur le rôle et la place de l'innovation, sur l'interface entre Science et Société sur les interfaces entre elles, et sur les relations entre connaissance et décision, sur le rôle de l'expert sont également essentiels (*voir figures 2 et 3*). L'importance du rôle de l'expert, sa fiabilité doit pouvoir être questionnée. La question provocante « faut-il faire confiance aux experts ? » renvoie à la place relative des savoirs « institués » par rapport aux autres formes de savoir. Il est impératif de relativiser l'importance de l'expert. On peut ouvrir le débat à partir d'une question : faut-il faire confiance aux experts ? : peut-on se fier aux savoirs « institués » ?

Pour entrer dans des processus de changement les connaissances en matière de développement durable, par exemple à l'échelle territoriale doivent être produites et partagées par les différentes communautés d'acteurs concernés : Les unités décisionnelles élémentaires (ici, les élevages, les transformateurs, les distributeurs) et leurs représentants, les collectivités publiques, les associations et la société civile, et enfin la recherche, la formation et l'éducation sur des informations pour former un « carré magique » de la connaissance [6] [1].

Enfin, pour que le concept d'IE puisse s'appliquer au développement durable (et au pastoralisme et aux zones rurales marginalisées), il faudrait dépasser le cadre réducteur de l'entreprise et surtout, situer la gestion de l'information et la gouvernance dans les horizons temporels ouverts (des cycles et des aléas bio-climatiques et marchands) et dans l'agencement complexe des interactions entre l'homme et la nature, entre les acteurs et l'ordre social.

Les Centres de Ressource et les Observatoires sont des dispositifs de collecte et traitement d'informations et de production de connaissance, d'outils, de méthodes de techniques dont la légitimité est acquise par d'autres mécanismes de légitimation que l'évaluation par les pairs, qui caractérise l'évaluation scientifique. Les différentes formes de savoir doivent s'articuler entre elles : savoirs scientifiques, savoirs administratifs, savoirs et savoir –faire techniques des entreprises mais aussi savoirs profanes portés par les acteurs de la Société (*voir figures 2 et 3*), ce qui présuppose le choix (par nature délicat) de critères pertinents. Nous savons qu'il y a une marge entre le discours scientifique « académique » et la réalité.

4 composantes des savoirs pour le développement durable

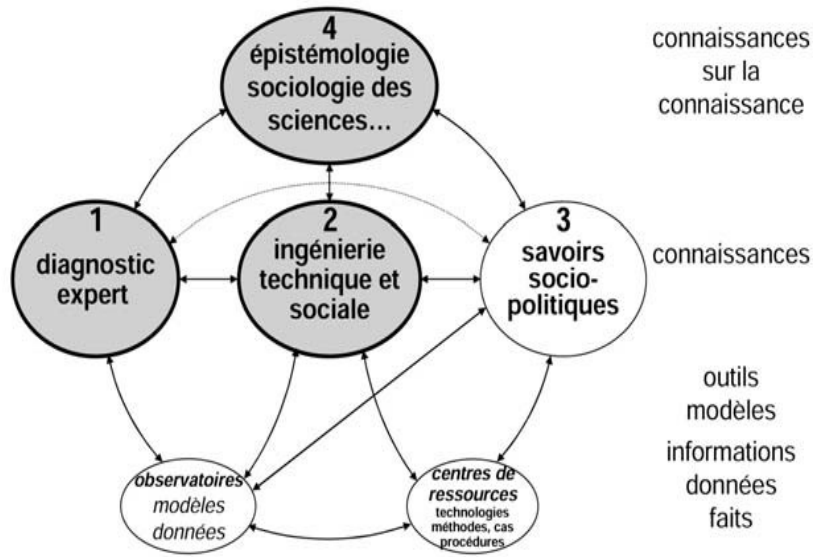


Figure 2 : Cartographie des savoirs pour le développement (Brodhag, 2003)

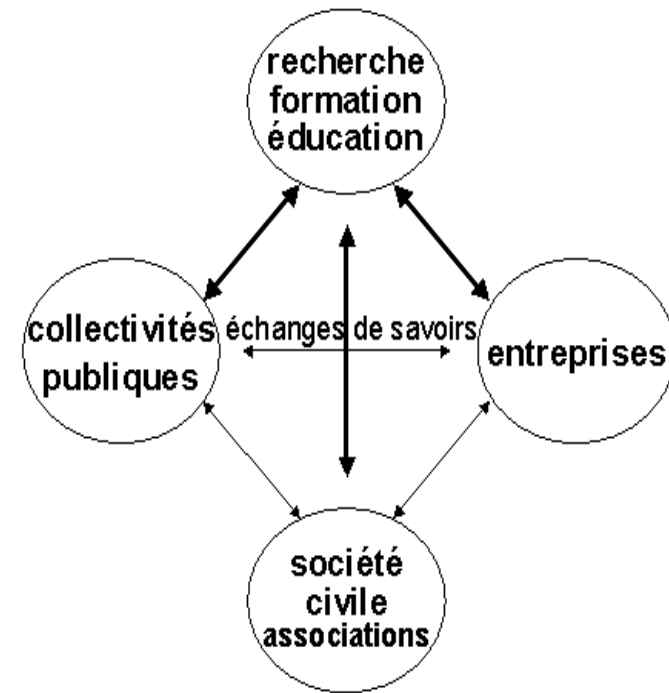


Figure 3 : Le carré de la connaissance (Brodhag, 2003)

3.2 La prospective territoriale comme outil de gouvernance

Parmi les fonctions qui relèvent de l'IE, la prospective a une dimension particulière. C'est la simulation d'un ensemble d'évolutions, réalisée de manière dialectique, si possible rigoureuse pour éclairer simultanément les questions de l'avenir mais aussi du présent[1]. Ces questions doivent s'inscrire dans un cadre systémique et complexe en prenant en compte les différentes temporalités ainsi que les agencements d'échelles différentes. La prospective qui s'inscrit dans une démarche où les situations sont envisagées « toutes choses étant inégales par ailleurs ». Elle est différente de la prévision qui extrapole des situations dans lesquelles les paramètres sont figés, « toutes choses égales par ailleurs ».

L'objet de la prospective peut être un secteur d'activité, une problématique (la mobilité, la réduction des gaz à effets de serre, le réchauffement climatique, la cohésion sociale,...) ou un territoire dans son ensemble (ses différents espaces, ses activités, ses populations, sa gouvernance et ses politiques d'actions,...). La prospective territoriale est donc la forme localisée de la prospective en général vue comme un outil de gouvernance des territoires,[1] Les territoires et leurs évolutions sont caractérisées par des séquences territoriales longues, marquées par l'existence d'une multitude d'acteurs dont les enjeux sont a priori très différents voire divergents, sans pilotage unique et dont les pratiques sociales sont rarement le fait d'une gouvernance organisée. Ce qui implique que l'on ait à se situer dans des états et des dynamiques où toutes les informations souhaitables ne peuvent pas être réunies.

Les éléments qui précèdent s'appliquent largement aux activités d'élevage pastoral qui par leur insertion territoriale suscitent de nombreuses interactions avec d'autres activités, une multitude d'acteurs, avec des oppositions et des conflits.

La prospective territoriale nécessite d'analyser de manière approfondie la réalité avant de pouvoir anticiper les changements et réagir avant que ces changements n'imposent leur logique. Elle doit s'appuyer sur des dispositifs décisionnels aptes à intégrer des informations partielles et pour partie subjectives propres à renseigner les problématiques abordées. La mise en œuvre de l'élaboration des matrices des différents scénarios doit être à la fois rigoureuse et assumée comme incomplète. Une démarche prospective est donc nécessairement collective avec des représentations du futur qui doivent passer par les filtres croisés du souhaitable, du possible et du débat. Ces collectifs prospectifs doivent être multi-institutionnels et donc hiérarchisés. C'est donc dans la durée que les échanges, les confrontations et les ajustements successifs que doivent se construire les représentations mobilisées dans la construction des choix collectifs. Il est bien question ici de lever les têtes hors du guidon et du bruissement des affaires du quotidien. Penser le long terme, réfléchir à des scénarios permet de questionner autrement les questions de gouvernance habituelles.

La finalité de ce type de démarche est aussi de créer une bonne articulation entre des groupes sociaux différents et donc de recréer du lien social et, par là d'anticiper et de surmonter les tensions et les conflits qu'implique la construction de choix collectifs.

La façon dont est construite et mobilisée l'information qui alimentera le dispositif par la fonction de veille est évidemment primordiale comme le sont les différents projets et intérêts en présence. Mais la constance et la volonté politiques des institutions appelées à porter la démarche prospective, leur capacité d'écoute, le respect des dynamiques de groupe et leur capacité de projection dans l'avenir sont donc aussi des gages de réussite du dispositif.

3.3 Modalités et limites des dispositifs d'Intelligence économique pour les initiatives en faveur de la relance du pastoralisme ; le cas de la Corse

3.3.1 Les démarches actuelles en faveur du développement de l'élevage

Les actions de soutien en faveur du développement de l'élevage en Corse sont présentées en tant que relance du pastoralisme. Mais comme dans la plupart des régions, elles ont surtout été jusque là des actions d'appui technique et économiques aux filières agricoles qui restent calés sur le modèle technique productiviste. Les propositions d'actions formulées et réitérées s'inscrivent dans cette vision [11][1] :

- Renforcement de la sélection des races locales ovines et caprines corses, en vue, principalement, d'une amélioration des performances individuelles de l'animal,
- Structuration de la filière autour d'organisations interprofessionnelles mobilisées autour d'un objectif de valorisation marchande (le rapport aux patrimoines environnementaux et culturel est largement absent),
- Concrétisation des démarches de certification des produits (fromages, chevreaux et agneaux),
- Formation des éleveurs « à la gestion d'entreprises » et renforcement d'un appui technique basé finalement sur un modèle plutôt intensif.
- Relancer les installations de jeunes
- Développer une vision plus fine des marchés, et instaurer des coopérations plus fines entre les producteurs de lait et les laiteries, etc...

Le rapport aux parcours est peu fréquent bien que des propositions récentes suggèrent de réaliser une cartographie et une classification des parcours pour envisager leur qualification puis leur valorisation.

Par ailleurs ces propositions ne s'inscrivent pas réellement dans un plan d'ensemble hiérarchisé et relèvent le plus souvent de vœux pieux sans moyens affectés. Les défis auxquels les activités d'élevage méditerranéen sont confrontés font directement référence aux exigences de développement durable : autonomie fourragère et valorisation des ressources spontanées ; préservation de la biodiversité par l'équilibre écologie des parcours pastoraux et la préservation des races locales, adaptation des systèmes de production aux changements climatiques, qualification et mise en marché des produits locaux. Il s'agit bien là d'attentes sociales que les orientations des politiques publiques et des organisations socio-professionnelles ne prennent pas véritablement en compte.

De nouveaux types de dispositifs de connaissance doivent donc être conçus et mis en place pour répondre à ces besoins par des approches réellement systémiques. Or les innovations nombreuses qui ont été diffusées largement dans les activités d'élevage ont surtout fait appel à de la connaissance scientifique disciplinaire (biologie moléculaire, génétique, physiologie, endocrinologie, etc...) en mobilisant des diagnostics d'expert et de manière généralement dissociées des sphères sociales, culturelles, économiques et environnementales. Des faiblesses structurelles ont été mises en avant comme, par exemple, une maîtrise foncière limitée, réduisant les initiatives d'utilisation de l'espace, une gestion non optimisée de la surface et une part importante du poste alimentation dans les charges totales.

L'organisation des activités devra répondre toujours plus aux attentes de la société, être attractives pour les jeunes avec toutes les exigences que cela implique en termes d'infrastructure en particulier pour accéder et utiliser les ressources fourragères spontanées (construction de pistes, amélioration des points d'abreuvement, construction de bâtiments d'estives adaptées aux conditions de vie actuelles, démarches de qualification de l'origine fondées sur une typification des produits...). Les innovations devront s'appuyer sur une veille active.

Le pastoralisme en Corse comme tout autour de la Méditerranée ne peut rompre avec une logique de marginalisation, exprimer tout son potentiel que s'il retrouve ses fondements tout en se tournant vers de nouvelles formes d'articulation au marché et d'insertion dans la société globale. Il doit s'appuyer sur un renouvellement des savoirs techniques et relationnels fondée sur une valorisation des logiques pastorales. Il fait pleinement partie des enjeux de développement durable qui conditionnent l'aménagement des territoires. L'intérêt d'une approche par les dispositifs d'Intelligence économique et via la prospective territoriale doit être prioritairement inscrit dans cette perspective.

3.3.2 Principales orientations et conditions de réussite d'une démarche d'IE et de prospective territoriale autour du pastoralisme.

3.3.2.1 Pour l'insertion dans un dispositif de veille régional

La mise place d'un dispositif formalisé et structuré de veille stratégique aux dimensions multiples (veille réglementaire, veille scientifique, veille des initiatives et des organisations), permettrait d'ouvrir le champ des possibles et de susciter de la mise en dynamique. Cette plate-forme de veille trouverait d'autant plus sa justification si sa vocation n'était pas limitée à l'agriculture et à l'élevage mais vue comme un dispositif régional appuyé sur les Instituts de Recherche et l'Université. La capacité à renforcer les dynamiques territoriales et à une meilleure compréhension de leurs problématiques serait favorisée en croisant des questionnements sur plusieurs types d'activités (par exemple et pour mémoire, agrotourisme, énergies renouvelables, traitement local des déchets, @ services, etc...) tout en limitant les coûts de mise en place.

On doit rappeler ici que les outils de veille et les instruments technologiques de recherche d'information ne permettent pas en eux-mêmes de faire avancer une question. Ils ne peuvent en aucune manière se substituer à des mises en débats et en dynamique, par la prise en compte des enjeux politiques associés à la démarche. La valorisation des résultats de veille, son insertion dans une dynamique est à cet égard primordiale en maintenant un lien permanent avec les réalités locales. Les points soulevés à propos du pastoralisme peuvent d'ailleurs s'appliquer à d'autres thématiques territoriales.

3.3.2.2 Une mise en débat qui doit être favorisée par les pouvoirs publics et ouverte à l'ensemble de la société civile

Si on revient sur le cas de l'élevage pastoral en Corse, la situation a beaucoup changé depuis la fin des années 1990 avec la création de nombreuses associations et la mise en place d'inter-professions appuyées par les pouvoirs publics (*voir figure n°1*). Pourtant la cohésion du secteur et la définition d'une ligne stratégique claire et cohérente se trouvent confrontées à des conflits rémanents, institutionnels mais souvent liées à aussi à des différents personnels.

La pratique du débat constructif et documenté est peu habituelle et de nombreux dossiers restent en souffrance ou reviennent en permanence sur le devant de la scène. Parmi ceux-ci, on peut citer la certification des fromages qui bute largement sur l'opposition entre producteurs fermiers et industriels et la construction des cahiers des charges et des types de produits, ou la maîtrise du foncier avec la difficulté de trouver des accords entre propriétaires fonciers et exploitants.

Il revient à la puissance publique d'impulser par des initiatives structurantes, par sa volonté d'initier un processus de traitements des questions et de mise en débat. Les contraintes bureaucratiques et administratives s'expriment à travers des temporalités qui sont différentes de celles de l'échange. Les échéances politiques, les

contraintes réglementaires de financement des projets rendent l'exercice difficile. La capacité à prendre en compte les différentes formes de conflit que tout projet induit sera d'autant plus facile à conduire que les enjeux et les conflits d'intérêt seront plus clairement identifiés

Et la persévérance dans le soutien aux dispositifs est d'autant plus facile à obtenir s'ils s'appuient sur des cadres méthodologiques solides et, éventuellement, éprouvés dans d'autres lieux. Ces cadres permettront d'organiser la concertation avec l'ensemble des acteurs des territoires, de formuler des questionnements, d'établir des rapports d'étapes puis de mettre en place une politique de diffusion permettant d'augmenter l'influence du secteur d'activité. La démarche proposée est bien une démarche de ré-appropriation des logiques pastorales et du renouvellement des savoirs techniques et relationnels sur lesquels se fonde le pastoralisme.

4. Perspectives : vers la mise en place d'un pôle de compétences sur l'élevage en Corse ; du pilotage d'un centre d'expérimentation à la coordination entre acteurs au sein des territoires ruraux.

Le diagnostic sur les faiblesses de l'élevage pastoral en Corse est aujourd'hui réalisé : Il souligne son manque d'organisation, une inertie liée à l'existence d'organismes techniques et de discours variés et souvent contradictoires. Des propositions pour y remédier mettent l'accent sur le renforcement de la recherche – développement, la valorisation des ressources locales fourragères ou génétiques, le développement du marché des produits locaux en circuits courts, la production de référentiels techniques, la formation et les fonctions d'appui aux éleveurs,... [1]

Nous avons montré que ces propositions resteront convenues et sans effets sur les dynamiques pastorales si une réflexion n'est pas engagée de manière concomitante sur les dispositifs à mettre en place pour transformer ce diagnostic en action et en moteur de changement et d'innovation.

La Collectivité territoriale de Corse et ses offices ont lancé un certain nombre de projets pour favoriser l'innovation dans les territoires ruraux dans le cadre d'une politique d'innovation organisationnelle. Dans le cadre des mesures d'accompagnement du Grenelle de l'Environnement, l'Etat met par ailleurs en place des dispositifs de concertation autour des exigences environnementales de l'agriculture en associant les institutions agricoles et les organisations professionnelles.

Le projet de recherche du Laboratoire INRA –LRDE prévoit de mettre en place des ateliers prospectifs pour permettre de donner une lisibilité sur les grandes questions autour du pastoralisme en suscitant à la fois des débats documentés entre les chercheurs et avec leurs partenaires et une diffusion de leurs travaux auprès d'un large public impliqué. Ces ateliers doivent faire écho aux quatre actions de recherche (autonomie fourragère, gestion des races locales, qualification territoriale des produits, gestion collective des risques sanitaires) portées par le LRDE. Par ailleurs, ces quatre actions de recherche sont structurées autour de l'exploration de problématiques transversales (autonomie, gestion du vivant, chaînes de valorisation) qui nourrissent un objectif commun (la construction et la caractérisation du « pastoralisme durable »).

L'Office de Développement Agricole et Rural de la Corse (ODARC) a été leader pour porter un projet de coopération européen, Agr'isles, pour valoriser les spécificités des agricultures des îles européennes. Si ce projet a l'objectif politique de faire reconnaître le fait insulaire dans la Politique Agricole Commune via le poids d'états insulaires européens (Malte ou Chypre), il a aussi « l'ambition de développer une méthodologie basée sur l'innovation non technologique et par le renforcement des coopérations » [1]. Considéré du point de vue des progrès de la globalisation et de l'unification des marchés, l'insularité constitue un handicap. Les bénéfices qui peuvent être retirés du développement des échanges sont limités par l'isolement, les coûts de transport, l'étroitesse du marché insulaire, la faiblesse des économies d'échelle et l'absence de compétitivité dans le registre des filières et des productions agricoles et alimentaires banalisées. Ce peut être un avantage si l'on prend en considération, toujours dans le contexte de la mondialisation, l'importance que revêtent aujourd'hui les stratégies de différenciation de l'offre et les atouts que représentent les patrimoines naturels et culturels de l'île. [13]

Avec la même approche que pour Agr'isles, l'ODARC souhaite remettre développer et mettre en dynamique sa station expérimentale régionale en élevage en l'adossant à un pôle de compétence en élevage. Ce pôle de compétence qui se construit en partenariat avec la Recherche est, en soi, une innovation organisationnelle. 3 champs thématiques reconnus comme prioritaires par l'ODARC (la construction de compétences collectives, l'aménagement des filières, le développement local et les gouvernances territoriales). Le pôle réunirait l'ensemble des acteurs concernés : associations professionnelles, chambres d'Agriculture, instituts techniques nationaux, INRA, Université,... Il s'agit d'un dispositif qui s'apparenterait aux pôles de compétitivité et aux SYAL (Systèmes Alimentaires Localisés) : il repose sur la mise en réseaux d'acteurs qui portent des projets voisins ou complémentaires et mobilisent des ressources communes. C'est donc une expérience novatrice en matière de conception et de conduite des politiques publiques, de développement des territoires et des filières dans un contexte insulaire. Elle met l'accent sur une approche globale qui insiste plus particulièrement sur les innovations non technologiques, principalement centrée sur la mise en réseaux des porteurs d'enjeux (administration, acteurs socioprofessionnels, formation et recherche). Il ne faut pas non plus question de négliger les problématiques du changement et des apprentissages technique que d'en faire l'objet d'un débat porté par les acteurs eux-mêmes dans les réseaux d'échange mis en place au sein du pôle de compétence. [13]

Le groupement des différentes organisations en un même lieu pourrait être une première étape si simultanément se construit un dispositif de gouvernance partagée permettant la répartition des fonctions et des activités. L'établissement d'un climat de confiance et partenariat sera un défi important mais nécessaire.

L'exposé de ces différentes initiatives peut laisser envisager l'émergence d'une dynamique en faveur de la mise en place de démarches d'innovation et d'intelligence économique coordonnées autour de fonctions clés. Leur renforcement au sein d'un véritable dispositif de prospective territoriale pourrait permettre d'améliorer de manière durable et lisible la gouvernance des activités pastorales et la cohérence des moyens qui leur seront alloués.

Organiser l'IE sur les activités pastorales, c'est répondre à des enjeux territoriaux qui dépassent le seul cadre d'activités agricoles. Développer la veille stratégique ; mettre en place une prospective territoriale rigoureuse et documentée peut être une manière opérationnelle de favoriser la rencontre entre des démarches ascendantes et descendantes qui pourrait poser l'IE non seulement comme Intelligence Economique mais aussi comme facteur d'Intensification Ecologique!

5. Bibliographie

- [1] FAO, 2006. Livestock Long Shadow. Environmental Issues and Options, Roma.
- [2] INRA-LRDE ; 2011. Des dynamiques pastorales à la construction d'un pastoralisme durable ; projet d'Unité ; AERES..
- [3] ABSO CONSEIL, 2010. Etude sur les filières laitières ovine et caprine corses Rapport France Agri Mer, Mars 2010.
- [4] SEYNI SALEY, A. ; DUBEUF, J.-P. ; 2011. Analyse des représentations des acteurs et perspectives de développement de l'élevage ovin caprin en Corse ; mémoire de Mastère ; IAM-CIHEAM. Montpellier.
- [5] LINCK Thierry, 2012 ; Economie et patrimonialisation : la construction des appropriations du vivant et de l'immatériel? Communication présentée à la journée UNESCO « La patrimoine, oui , mais quel patrimoine?3 3et 4 avril 2012;,Paris.
- [6] BRODHAG, Christian, 2003. Contribution de la Recherche au Développement durable, 3 février 2003 http://www.brodhag.org/article.php3?id_article=7f.
- [7] WILENSKY, H. 1967. L'intelligence organisationnelle.
- [8] CARAYON, B. 2006. Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale. Rapport au Président de la République.
- [9] DESTATTE ; Ph., VAN DOREN, P. (Dir), 2003. La prospective territoriale comme outil de gouvernance, Charleroi, Institut Jules-Destrée,.
- [10] LOINGIER, G., 2009. Prospective et prospective territoriale ; définition et champs. In « Espace naturels ; n°25. Inventer l'avenir. Faut il adopter la prospective?; janvier 2009
- [11] INRA-LRDE, 2011. Rôle des parcours en élevage pastoral corse, Novembre 2011 ; rapport d'expertise pour la DRAF de Corse
- [12] DUBOST, M., 2010. Vers une méthode Agrisles, première conférence du projet Agrisles, Chios, mai 2010 ; Icalpe.
- [13] LINCK, Th. 2012. Evaluation et expertise méthodologique sur le projet de pôle de compétence régional en élevage. (rapport interne)